Le défi de la coexistence

La contribution des ethnographes au débat sur l'harmonie sociale

par Annette Fromm, Coordinatrice du département de muséologie, *Florida International University*

© ALEXDEVOOGT

Le *sculpure garden* et vue du musée d'Art moderne Louisiana, Danemark

Peut-on parler d'harmonie sociale selon la perspective des musées ethnographiques, bien que cette question ait été largement abordée depuis l'apparition des collections de musée axées sur l'expression culturelle ?

Les collections ethnographiques faisaient partie intégrante des ancêtres des musées modernes qu'étaient les prestigieux cabinets de curiosité. Avec l'expansion de ce que l'on considérait comme la civilisation moderne, l'identification et le rassemblement de témoignages des cultures humaines à travers le monde ont été à l'origine de la plupart de ces collections. Par la suite, elles ont constitué les fondements de nombreux musées ethnographiques nationaux dans toute l'Europe. Mais avaient-elles l'harmonie sociale pour objet ? Leur propos n'était-il pas d'illustrer la supériorité de l'Occident ?

Vers la fin du XX^e^ siècle, des mutations dans la population mondiale ont changé la face du monde. La collecte d'éléments du patrimoine culturel, tant matériel qu'immatériel, chez de nouveaux voisins obéissait également à un dessein qui était proche de celui des explorateurs d'antan qui souhaitaient rapporter des souvenirs à leurs mécènes.

Plusieurs approches visent à abandonner le modèle de la supériorité au profit d'un modèle de réconciliation culturelle. Les ethnographes des musées effectuent un travail de sensibilisation à ce sujet, tout en indiquant les différences et les similitudes entre les cultures, la continuité et le changement, ou l'adaptation. De nos jours, la plasticité de la culture se reflète dans les musées ethnographiques. De nouveaux publics sont séduits et se rendent dans les musées.

Des expositions ambitieuses

Les Roms, un peuple déplacé dont on peut retracer l'origine au nord de l'Inde, vivent depuis des siècles sur le continent européen. Des événements politiques récents ont une fois de plus braqué les feux de l'actualité internationale sur cette communauté ethnique fortement discriminée, souvent persécutée et marginalisée. Le Conseil de l'Europe a lancé les *Routes roms*, un projet multinational rassemblant des institutions présentes en France, en Allemagne, en Grèce, en Roumanie, en Espagne, au Royaume-Uni et en Slovénie, avec pour objectif « de déconstruire les idéologies et les pratiques d'exclusion […], de renforcer les connaissances sur l'histoire, la culture, les valeurs et les conditions de vie des Roms, d'encourager la contribution des Roms à la vie culturelle européenne et de concourir […] à une image positive des Roms ».

Le Musée ethnographique slovène, en partenariat avec des ONG roms et non roms, a organisé en avril 2009 le premier Festival de la culture rom en Slovénie, *Romano Chon/ Romski mesec*. C'est le mois d'avril qui a été choisi, la Journée internationale des Roms étant célébrée le 8 avril et le printemps restant une métaphore pour l'ouverture et l'optimisme.

Parmi les différents aspects de la culture rom qui ont été présentés à cette occasion, citons des expositions de photos, des concerts, des ateliers, et des spectacles de danse. Pendant quelques jours, ces lieux de célébration de la riche culture rom ont permis le dialogue entre les Slovènes et les Roms. L'enjeu était de mettre en vedette le patrimoine d'un groupe culturel qui est souvent dénigré à travers l'Europe. Les Roms étaient inclus dans la programmation des événements, et la culture populaire émergente de la communauté a été présentée en réponse aux influences contemporaines.

Des emplacements ambitieux

Les collections ethnographiques sont abritées depuis longtemps dans les musées d'histoire naturelle. Ce parti pris visait autrefois à souligner le lien entre les cultures non occidentales et la nature. Mais qu'en est-il de la relation entre les édifices des musées et la nature ? Représente-t-elle un défi ou au contraire une certaine harmonie ? Prenons l'exemple d'institutions telles que le musée d'Art moderne Louisiana au Danemark, le *Storm King Art Center* dans l'État de New York, ou encore le *Kröller-Müller Museum* près d'Otterlo, aux Pays-Bas : elles sont toutes à dessein situées loin des centres de population. Peut-être leur isolement et l'absence de lien avec leur environnement renvoient-ils à ce qu'Alex de Voogt, conservateur adjoint de l'*American Museum of Natural History*, appelle « une combinaison de nature, d'art et d'architecture ».

> ***De nos jours, la plasticité de la culture se reflète dans les musées ethnographiques***

Durant la Conférence générale de l'ICOM qui s'est tenue à Shanghai, le Comité international de l'ICOM pour les musées et collections d'ethnographie a assisté à près de 30 présentations centrées autour des défis que les musées, ethnographiques ou autres, adressent à leurs publics afin de les stimuler. Les intervenants faisaient réfléchir leurs collègues sur la pertinence de leurs collections en ce XXI^e^ siècle. Il reste à savoir si de riches expressions culturelles, historiques ou contemporaines, peuvent servir à célébrer les similitudes du genre humain ou seraient plutôt à la base d'une réflexion sur la différence qui existe au sein de la coexistence. ■

*Note de l'auteur : Je tiens à remercier Ralf Mencin Čeplak, du Musée ethnographique slovène, et Alex de Voogt, de l'*American Museum of Natural History, *pour leur contribution à cet article.*

Les musées et la responsabilité sociale

En tant qu'institutions socialement responsables, les musées peuvent promouvoir l'intégration et l'harmonie sociale

par David Fleming, Directeur, *National Museums Liverpool*

Les musées sont, par nature, des institutions socialement responsables. Même quand ils accomplissent les tâches les plus élémentaires qui consistent à rassembler les collections, en prendre soin, effectuer des recherches à leur sujet, ils œuvrent au profit de la société. Bien sûr, quand elles sont accessibles aux visiteurs à travers des expositions et des publications, le bénéfice public s'en trouve encore accru. Les musées ont pour vocation d'éduquer. Aussi, bien que le terme de « responsabilité sociale » soit relativement récent dans le contexte muséal, en réalité c'est une valeur que prônent les musées depuis longtemps.

Il semblerait, toutefois, que la génération actuelle de professionnels des musées repousse les limites de la responsabilité sociale. Le type de travail que certains musées entreprennent de nos jours est très différent des missions que se fixaient auparavant les musées. Cette évolution peut s'interpréter de diverses manières. Tout d'abord, les musées déploient aujourd'hui des efforts importants pour comprendre leurs publics. Ils ne se bornent pas à ouvrir grand leurs portes en attendant d'hypothétiques visiteurs. Ils enquêtent sur leurs publics et cherchent à comprendre ce qui les intéresse et les motive. Ils identifient même les catégories de personnes qui fréquentent peu les musées et essaient de les attirer, en partant du principe que la société entière devrait pouvoir profiter de ces institutions et non une poignée d'individus. Ainsi, les musées se font plus démocratiques, moins élitistes ; plus ouverts, moins rigides ; plus pertinents, moins périphériques.

Ensuite, et c'est une attitude beaucoup plus stimulante par rapport à la situation présente, les musées sont de plus en plus souvent impliqués dans les problématiques sociales contemporaines. Ces institutions, autrefois essentiellement tournées vers le passé et obnubilées par leurs collections, sont devenues des lieux où le public peut découvrir des points de vue sur l'époque actuelle et où les récits humains prévalent.

Le choix de la diversité

Ce nouveau rôle est en train de modifier la relation entre les musées et le public. Il semble être fondamental pour l'avenir des musées, et pourtant il n'est pas du goût de tout le monde au sein de l'univers muséal. Le devoir de neutralité que seraient censés respecter les musées fait encore débat, même si la nouvelle génération de professionnels commence à penser différemment. Les idées conservatrices subsistent, saisies dans nos codes déontologiques et les définitions que nous avons nous-mêmes rédigées, mais la profession ne cesse d'aller de l'avant.

Cela pourrait expliquer l'adoption de la Déclaration de Torreón lors de la réunion annuelle du Comité international de l'ICOM pour la gestion dans les musées (INTERCOM), au Mexique en 2009 ; elle invite les musées à rejeter la notion de neutralité et les incite à être des forces motrices en faveur du changement et du progrès dans le domaine des droits de l'homme.

C'est également dans ce contexte qu'un nouvel organisme international pour les musées, la *Federation of International Human Rights Museums* (FIHRM), a été fondé en 2010. Lors de sa réunion inaugurale à Liverpool, les membres du FIHRM ont observé que les musées ne se contentent plus des collections pour trouver l'inspiration nécessaire aux histoires qu'ils rapportent ; ils se tournent désormais beaucoup plus vers les gens et leurs récits, ainsi que vers les idées.

La Fédération estime que les musées ont un aspect plus émotionnel, et sont ainsi davantage capables de véhiculer des idées. En outre, ce ne sont plus des institutions monoculturelles qui se concentrent sur l'histoire des groupes sociaux dominants, des privilégiés, mais, au contraire, des institutions qui englobent l'histoire des minorités ou des groupes opprimés, aliénés en raison de leur classe, de leur ethnie, de leur genre ou de leur sexualité. En d'autres termes, les musées ont commencé à s'approprier la notion de « diversité culturelle ».

Ces points de vue peuvent être considérés comme hérétiques par les tenants d'un certain traditionalisme, tandis que pour d'autres ils représentent une bouffée d'air frais. Le FIHRM compte plusieurs grandes institutions mondiales parmi ses membres, notamment le *Museum of New Zealand Te Papa Tongarewa,* le *Canadian Museum for Human Rights*, le *National Museum of African American History and Culture*, la *South African Holocaust and Genocide Foundation,* ou encore *National Museums Liverpool.*

À travers son ferme engagement en faveur des droits de l'homme par le biais des musées, le FIHRM a fixé un nouveau défi à l'ensemble de la profession muséale. Jusqu'à quel point les institutions sont-elles prêtes à adopter une conduite socialement responsable ? Il reste à voir si elles se satisferont d'accorder un simple soutien verbal à cette notion ou si elles ont réellement l'intention de réinventer le musée, contribuant ainsi à créer un monde socialement plus harmonieux. ■

Septembre 2010 : Conférence d'inauguration de la *Federation of International Human Rights Museums*, www.fihrm.org

© NATIONAL MUSEUMS LIVERPOOL

ICOMnews 64-1 FR feb22.indd 8-9 2/22/11 1:37 PM

Un crime ordinaire ?

Comment le trafic illicite des biens culturels constitue une menace pour le patrimoine culturel mondial

par France Desmarais

3 000 objets précolombiens saisis en 2004

Les images désormais tristement célèbres de la destruction des Bouddhas de Bamiyan, l'émotion suscitée par le pillage du musée de Bagdad ou encore les manchettes des quotidiens internationaux sur des ventes publiques controversées ont contribué à attirer l'attention générale sur la problématique du trafic illicite des biens culturels. Et à juste titre, car les 30 dernières années ont vu le nombre de vols d'œuvres d'art et d'objets archéologiques croître considérablement.

Le trafic illicite des biens culturels s'appuie en partie sur les mêmes fonctionnements que ceux d'autres genres d'activités criminelles transnationales organisées. Dans ce secteur en particulier, il est d'usage de distinguer trois types de vols : tout d'abord, les vols sur les lieux de conservation, comme les musées, ensuite, ceux dont sont victimes les collectionneurs particuliers et, enfin, les fouilles clandestines.

Aujourd'hui, le tiers des œuvres les plus recherchées au monde a été dérobé dans un musée. L'Europe, et plus précisément la France et l'Italie, est la région du monde la plus touchée par le vol d'œuvres d'art alors que, d'une manière générale, les pays en développement sont généralement davantage exposés au pillage de sites archéologiques, culturels et subaquatiques.

Si aucun pays n'est épargné par ce phénomène, tous les types d'objets sont concernés. Au-delà des tableaux et des antiquités archéologiques, les biens à caractère religieux et documentaire font désormais partie des objets menacés et fréquemment dérobés.

Un phénomène en pleine croissance

Les spécialistes s'accordent pour dire que le trafic illicite des biens culturels est en hausse croissante à travers le monde. Mais il est en réalité très difficile de chiffrer précisément son ampleur.

Malgré l'absence de statistiques globales, certains chiffres laissent pantois : selon une étude menée par David Murphy pour *Newsweek* en 1990, on répertoriait plus de 40 000 anciennes tombes chinoises pillées en 10 ans. Ce nombre aurait quintuplé depuis, laissant entrevoir une réalité aggravée compte tenu de la défaillance des mécanismes de contrôle.

Depuis 1947, date à laquelle la première notice internationale sur les objets d'art volés a été publiée, le commerce d'œuvres d'art et d'objets culturels n'a fait que gagner en importance, ce qui permet naturellement au commerce illicite de foisonner parallèlement au commerce parfaitement légal. Les destructions causées par la Deuxième guerre mondiale et l'explosion du marché de l'art et des cotes atteintes par les œuvres ont rendu la population plus sensible aux biens culturels et à leur conservation, stimulant ainsi la demande pour de tels biens.

Les fouilles clandestines et la contrebande, en constante et rapide augmentation depuis 1970, répondent à une demande sur le marché international des antiquités, associée à une ascension fulgurante des prix qui s'est accrue ces derniers temps. La revente illégale de ces objets est notamment facilitée par l'instabilité politique ou économique de certains États, la perméabilité des frontières, le tourisme de masse, les ventes sur l'internet et l'absence de législations nationales.

Lutter contre le trafic illicite des biens culturels n'est pas uniquement une question de respect des lois, mais aussi une question de préservation de la mémoire et de l'histoire collectives.

En effet, les fouilles clandestines de sites archéologiques compliquent, voire rendent impossible, le travail des spécialistes qui ne sont alors plus en mesure de replacer un objet dans son environnement historique. Roland Besenval, ancien chef de la mission archéologique française en Afghanistan, indiquait d'ailleurs à ce sujet que « le drame n'est pas seulement de voir disparaître des statuettes, des vases, des chapiteaux de colonne. C'est qu'ils soient arrachés à leur contexte. Leur disposition en terre, les objets qui les entourent, la profondeur, tout cela raconte la vie quotidienne de civilisations dont nous ne saurons jamais rien ».

La lutte en question

Tous les acteurs de la lutte contre le trafic illicite des biens culturels sont conscients que c'est en amont qu'il convient d'agir. Selon Paolo Ferri, ancien procureur italien, « le taux des objets restitués est largement symbolique, ne concernant possiblement qu'environ 3 % des objets issus de fouilles clandestines qui se sont retrouvés sur le marché des antiquités. » Au nombre des solutions prônées par les experts, la systématisation des inventaires fait figure de préalable essentiel à la protection des collections. Les collectionneurs sont vivement invités à inventorier et à répertorier leur collection selon un protocole très précis. Ce protocole, mieux connu sous le nom d'*Object ID*, permet notamment à INTERPOL d'alimenter plus facilement sa base de données d'objets volés.

Parmi les mesures à prendre pour lutter plus efficacement contre le trafic illicite des biens culturels, les États sont invités à mettre en œuvre la *Convention de l'UNESCO de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels,* à développer des accords bilatéraux et multilatéraux avec d'autres États, à ratifier la *Convention d'UNIDROIT de 1995 sur les biens culturels volés ou illicitement exportés* et à accroître leur collaboration avec des organismes comme l'ICOM, INTERPOL, l'UNESCO, UNIDROIT, l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC). La publication par l'ICOM d'une Liste Rouge d'objets culturels en péril peut également permettre aux pays concernés de protéger leur patrimoine de manière plus concrète (voir encadré).

Alors que le musée de Bagdad, dont nombre d'objets ont heureusement été retrouvés, prépare sa réouverture tant attendue, partout dans le monde, tous les jours, de précieux objets sont dérobés pour être ensuite exportés et vendus illégalement à l'étranger. Avec ces objets disparaissent des pans entiers de l'histoire qui sont alors perdus pour la science et pour la postérité. ■

Les dix ans de la Liste Rouge

En mars prochain, l'ICOM lancera officiellement la *Liste Rouge des biens culturels colombiens en péril.* La publication de cette nouvelle Liste Rouge, la dixième du genre, nous fournit l'occasion de souligner les 10 ans des Listes Rouges. C'est en effet en 2000 qu'était publiée la première *Liste Rouge des objets archéologiques africains* (photo).

Depuis, les Listes Rouges recensent les biens culturels en proie au trafic illicite à travers le monde : l'Amérique latine, l'Irak, l'Afghanistan, le Cambodge, Haïti et la Chine. Leur publication a permis de retrouver nombre d'objets culturels, en provenance de pays comme le Niger ou l'Irak, qui allaient entrer sur le marché noir des biens culturels.

Les listes sont destinées aux services de police et de douane, ainsi qu'aux professionnels des musées et du marché de l'art, et ce, à travers le monde. Elles permettent à ces acteurs d'identifier les types de biens culturels qui sont le plus fréquemment volés ou achetés illégalement afin d'empêcher leur revente ou leur exportation.

L'année 2010 a vu le nombre des Listes Rouges s'intensifier remarquablement, signe de l'engagement constant de l'ICOM dans la prévention du trafic illicite de biens culturels, mais aussi de l'amplification de ce trafic et de la densification du réseau criminel qui lui est lié.

Dix ans après la publication de la première Liste Rouge de l'ICOM, ces documents sont devenus des outils de référence internationalement reconnus et utilisés par INTERPOL, l'Organisation mondiale des douanes et de nombreux autres acteurs internationaux et nationaux de la prévention du trafic illicite de biens culturels.

ICOMnews 64-1 FR feb22.indd 14-15 2/22/11 1:38 PM

Réunion d'experts

La 22e Conférence générale de l'ICOM s'est tenue à Shanghai, en Chine, du 7 au 12 novembre 2010. Près de 3 600 professionnels de musée représentant 122 pays, territoires et organisations internationales ont participé à cet événement triennal d'une importance majeure pour la communauté muséale du monde entier. Ces six jours ont été pour les professionnels de musée l'occasion unique d'échanger des idées et de réfléchir ensemble au thème de la conférence : *Les musées pour l'harmonie sociale*

© CARLA BONOMI

Au lendemain de l'Exposition universelle, la 22e Conférence générale de l'ICOM a offert aux participants une véritable plateforme pour le dialogue et les contacts professionnels. Le prestige de l'événement s'est vu accru par la présence d'intervenants célèbres, dont six se sont penchés sur le sujet central, *Les musées pour l'harmonie sociale*, apportant des points de vue de tous les continents et de diverses professions. Les 31 Comités internationaux de l'ICOM ont organisé plus de 100 sessions de travail et tables rondes, dans le centre de conférence, mais aussi dans des musées environnants de Shanghai. Trois tribunes libres ont élargi les débats à des sujets transdisciplinaires ; cinq ateliers se sont concentrés sur les activités de communications et de programmes de l'ICOM ; et une foire a permis à plus de 100 fournisseurs et prestataires de services pour les musées d'être représentés.

Les participants ont également eu l'occasion de rencontrer des collègues venus des quatre coins du monde de manière plus informelle. Tandis que la cérémonie d'ouverture et le buffet de clôture ont présenté un aperçu des cultures orientales, les délégués ont eu la possibilité de connaître davantage Shanghai et la Chine à travers les multiples activités culturelles programmées.

Lors de la Conférence générale, se réunissent également l'Assemblée générale et le Comité consultatif, qui définissent les grandes orientations de l'organisation. Le président de l'ICOM, les membres du Conseil exécutif, ainsi que les nouveaux présidents et vice-présidents du Comité consultatif ont été élus pour le mandat 2010 - 2013. Des projets de résolutions ont été discutés puis votés durant l'Assemblée générale, fournissant ainsi une ligne directrice pour le futur de l'organisation. ■

Des discours clés : promoteurs de diversité

©MFDELVAL

Gauche à droite : Lourdes Arizpe, Xiejun Chen, Gabriella Battaini-Dragoni, Alpha Oumar Konaré, Fan Jinshi, Okwui Enwezor

Six intervenants clés ont amené les participants à s'interroger sur la complexité des musées et sur leur rôle en ce 21e siècle, qui requiert un engagement complexe en faveur du dialogue interculturel.

Lourdes Arizpe, Professeur à l'Université nationale de Mexico a plaidé en faveur d'un nouveau type d'universalisme dans lequel le savoir scientifique et des mesures respectueuses du développement durable seraient les priorités. Appelant à réinventer le musée en tant que système dynamique, elle a souligné l'importance du patrimoine immatériel, véritable vecteur de cohésion sociale, de diversité culturelle, de créativité culturelle et de mémoire historique, mais aussi source de pur plaisir.

Xiejun Chen, Directeur du musée de Shanghai a illustré les différents niveaux de signification des formations urbaines et les pistes qu'offrent les institutions culturelles pour faciliter la compréhension interculturelle au sein d'un monde globalisé et régi par des impératifs économiques.

Gabriella Battaini-Dragoni, Directrice générale de l'Education, de la Culture et du Patrimoine, de la Jeunesse et du Sport et Coordinatrice du dialogue interculturel au Conseil de l'Europe a prononcé un fervent plaidoyer en faveur de l'action concrète, les musées devant être davantage des sites pour le dialogue interculturel que des lieux d'archivage et de catalogage des cultures.

Okwui Enwezor, fondateur et éditeur de *NKA : Journal of Contemporary African Art* a exhorté les musées à abandonner la polarité hégémonique entre Grande et Petite modernités et à questionner la tendance à « provincialiser » l'Europe et sa vision du monde.

Fan Jinshi, Conservatrice et Chercheuse à l'Académie de Dunhuang a illustré les différents niveaux de valeurs historiques et de systèmes culturels qui président à la création des lieux et la façon dont cette vision pourrait faciliter notre compréhension contemporaine de la formation d'un patrimoine global.

Alpha Oumar Konaré, ancien Président du Mali a prononcé un discours en faveur d'un engagement intellectuel plus important dans la sphère muséale, invitant les musées à devenir des sites qui faciliteraient le changement.

La tribune a vibré au milieu des débats passionnés, où l'on sentait l'impatience de voir le musée se libérer des frontières culturelles, pour devenir un outil de communication flexible et dynamique dans un monde en pleine évolution.

par Amareswar Galla, modérateur

Une vitrine pour la technologie

La foire aux musées qui s'est tenue durant deux jours et demi a accueilli plus de 100 exposants représentant les musées, les associations des musées et les fournisseurs et prestataires de services des musées. Ce salon présentait aussi bien des prestations liées à la planification et à la conception des expositions que des équipements muséaux (éclairage, sécurité ou système de contrôle de la température), ainsi que des techniques de conservation et de restauration ou encore des outils de publication et de multimédia. L'ICOM tenait deux stands, l'un assurait la promotion de la 23e Conférence générale de l'ICOM (Rio 2013), l'autre présentait la base de données des membres.

Bourses de voyage

Parmi les participants à la Conférence générale, une centaine s'est vu allouer une bourse de voyage de la part de l'ICOM, de la Getty Foundation, du Comité organisateur ICOM Shanghai 2010 et d'*ICOM India Trust*. Ils représentaient au total plus de 70 nationalités, un chiffre qui reflète la politique d'intégration de l'ICOM au sein même de son réseau. L'ICOM souhaitait notamment accueillir des membres de pays africains afin qu'ils contribuent à la réflexion sur des questions muséales avec l'ICOM. Un participant, Michael Gondwe, du Malawi, s'est exprimé ainsi au terme de ces six jours : « La 22e Conférence générale de l'ICOM a été comme une fenêtre ouverte sur les autres continents. L'ICOM m'a donné l'occasion de rencontrer des gens d'autres cultures. Cette visite m'a permis de changer ma compréhension et mon appréciation de la culture chinoise et de son évolution. Nous avons échangé des idées et des problématiques qui influenceront notre vision du monde pour promouvoir l'harmonie sociale. Parfois, penser par soi-même consiste à apprendre à ouvrir vraiment les yeux. »

© ICOM 2010

Les boursiers réunis à la Conférence générale de l'ICOM

© CARLA BONOMI

La culture chinoise à l'honneur

La cérémonie d'ouverture du 7 novembre a présenté un aperçu des anciennes cultures chinoises teintées d'une touche contemporaine. Danse avec des costumes de l'empereur Qin, acrobaties chinoises, opéra de Beijing (photo ci-dessus) et instruments de musique traditionnels : tels ont été quelques-uns des spectacles proposés, avec, pour finir, les voix hautes d'enfants qui chantaient une chanson populaire de Shanghai, *Fleur de jasmin* (photo gauche).

Les diverses activités culturelles organisées lors de la Conférence générale ont offert un petit panorama des cultures orientales et ont attiré l'attention sur les merveilles locales à travers des visites de musées. Plusieurs Comités internationaux ont été conduits dans les coulisses de certains musées de Shanghai, tandis que 400 participants ont choisi de visiter Nantong, où fut fondé en 1905 le premier musée de Chine.

Tribunes libres pour un dialogue transdisciplinaire

Une série de discussions a été organisée sur des thèmes divers qui touchent les professionnels des musées aujourd'hui. Ces discussions ont reflété l'engagement de l'ICOM en faveur du dialogue interdisciplinaire au-delà des frontières. Les thèmes débattus étaient : *La culture du bénévolat et l'esprit du bénévolat dans les musées au XXIe siècle*, en partenariat avec la Fédération mondiale des amis des musées (FMAM) ; *Stratégies économiques et de développement pour les musées*, organisé en collaboration avec un important périodique chinois axé sur le commerce ; et *La diversité culturelle et le développement des communautés minoritaires dans la transformation sociale*, une collaboration entre ICOM Chine, ICOM Afrique du Sud et ICOM Pays-Bas. La publication *Sense and Sensitivity: the Dutch and delicate heritage issues* a été présentée et discutée lors de cette tribune (photo).

© MAYAN JUN

ICOMnews 64-1 FR feb22.indd 16-17 2/22/11 1:38 PM

Une collaboration réussie

Le symposium collectif de quatre Comités internationaux de l'ICOM fournit une synergie d'envergure parmi les experts en muséologie

par Stephen Lloyd, historien d'art indépendant

Dans le cadre de la dernière Conférence générale de l'ICOM à Shanghai, quatre comités internationaux – le Comité international pour les demeures historiques-musées (DEMHIST), le Comité international pour les musées et collections du verre (GLASS), le Comité international pour les musées et collections des arts décoratifs et du design (ICDAD) et le Comité international pour les musées et collections des beaux-arts (ICFA) – décidèrent de travailler ensemble afin d'organiser un symposium sur le thème : *De la route de la Soie au porte-conteneurs : artefacts, environnement et déplacements culturels*.

L'objectif de ce projet complexe, réalisé en collaboration avec ICOM Chine, était de prôner les échanges et le travail en équipe entre les différents Comités internationaux de l'ICOM. Cette coopération vit le jour à Paris en 2008 lors d'un Comité consultatif de l'ICOM, au cours duquel la présidente de DEMHIST s'adressa à plusieurs Comités internationaux aux intérêts proches. Les comités DEMHIST, GLASS, ICDAD et ICFA étaient tous en faveur de cet élan. Les quatre Comités accordent une grande importance à leur réunion annuelle qui se tient chaque fois dans un pays différent et s'investissent dans un débat international autour de problèmes ou de questions qui les touchent tous, tels que les conditions environnementales ou le trafic illicite d'objets culturels. Ils encouragent également l'échange d'idées sur des thèmes comme la constitution des collections, la conception et l'architecture des musées.

La mise en route

Au terme de longues discussions, un consensus finit par se dégager sur le thème du symposium et de la réunion de 2010 à Shanghai. Le sujet choisi plaisait à tous les membres des quatre Comités ainsi qu'aux délégués d'ICOM Chine. Un appel à contributions fut lancé auprès des membres. Une coordinatrice internationale appartenant à DEMHIST fut nommée en 2009 afin d'établir le programme scientifique, et elle travailla en étroite collaboration avec un coordinateur désigné du côté chinois. En mai 2010, après avoir été invité à assister à la réunion annuelle d'ICOM Chine au musée du Guangdong qui venait d'être inauguré à Canton, j'endossai le rôle de coordinateur international pour le symposium, travaillant de front avec ICOM Chine, et en particulier avec Zhuang Xiaowei, directeur du musée du Verre de Shanghai, dans le but d'élaborer le programme scientifique et le calendrier des événements associés à Shanghai. Grâce au Comité international GLASS et à Zhuang Xiaowei, un des intervenants qui prononça une communication sur son musée en pleine gestation, les quelque deux cents délégués inscrits purent visiter le musée du Verre de Shanghai, au nord de la ville.

Il fut décidé que la structure du symposium comprendrait une session le matin à laquelle participeraient quatre intervenants clés, chacun d'eux représentant l'un des quatre Comités internationaux, puis une session l'après-midi qui comporterait sept présentations plus courtes, choisies à partir de résumés soumis aux organisateurs. Les intervenants venaient de pays aussi divers que l'Autriche, la Chine, la République tchèque, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, Singapour, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis. Toutes les contributions furent auparavant rassemblées et traduites en mandarin.

Au cœur du sujet

Dans une des interventions clés du symposium, le professeur Christiaan Jörg, de l'université de Leyde, s'intéressa au thème de la porcelaine chinoise d'exportation, considérée comme une passerelle entre l'Orient et l'Occident, analyse appuyée par des exposés de la seconde partie qui avaient trait à la constitution de collections de céramiques chinoises à Malte, ainsi qu'à deux aspects de la chinoiserie du XVIII[e] siècle, les meubles peints et la verrerie. Un autre intervenant clé, le professeur Robert Bickers, de l'université de Bristol, attira l'attention sur les vicissitudes des statues érigées à la fin du XIX[e] siècle et au début du XX[e] siècle par les puissances internationales sur le Bund à Shanghai. Cette collusion entre deux idéologies et deux cultures fut également examinée dans des communications de l'après-midi qui envisageaient la confluence de l'art chrétien avec la Chine sur la route de la Soie entre les VII[e] et XIV[e] siècles ou encore les relations culturelles et commerciales, d'un point de vue historiographique, entre la Chine et l'Italie du XV[e] au XVIII[e] siècles. Deux autres exposés s'intéressaient, d'une part, à un hôtel particulier de Singapour caractérisé par une conception hybride et une influence coloniale et, d'autre part, à un pavillon d'été royal au Vietnam construit dans un style Art déco. La dernière intervention du matin, prononcée par le docteur Johannes Wieninger (MAK, Vienne), abordait la notion du musée idéal, opposant l'idée de cultures du monde à une culture mondiale aux frontières moins marquées, et s'achevait par un appel à la Chine et au reste du monde afin d'accroître le niveau des échanges interculturels.

> ***Le professeur Robert Bickers attira l'attention sur les vicissitudes des statues érigées par les puissances internationales sur le Bund à Shanghai***

En tant que coordinateur de ce symposium et de cette réunion, j'ai constaté que les principaux bénéfices de la collaboration entre les quatre Comités internationaux et ICOM Chine furent les discussions transdisciplinaires et les synergies passionnantes qui se sont développées entre les Comités, les intervenants et les délégués. De tels événements collectifs peuvent servir de creusets pour l'élargissement et l'enrichissement des contacts dans la sphère muséale, en particulier entre l'Europe et les États-Unis par rapport aux pays en développement, lors des futures conférences triennales de l'ICOM. ■

Priorité Afrique

L'une des leçons essentielles qui ont émergé de la 22[e] Conférence générale de l'ICOM a été la nécessité pour les professionnels des musées de porter leur attention sur le continent africain, d'aider à développer et préserver la culture africaine, malheureusement souvent négligée. Ce point a été souligné par l'ancien Président du Mali, Alpha Oumar Konaré, lors de son discours clé du 8 novembre. La Présidente sortante de l'ICOM, Alissandra Cummins, a enjoint la communauté muséale asiatique, désormais bien positionnée, à partager ses connaissances et ses ressources avec la communauté muséale africaine. Elle a également appelé l'ICOM à soutenir les Nations Unies dans le cadre de leur Année internationale des personnes d'ascendance africaine en 2011, ainsi que l'UNESCO et son programme Priorité globale Afrique, en contribuant à promouvoir une meilleure connaissance et un plus grand respect du patrimoine et des cultures si diverses de ce continent.

Le sujet a été débattu lors de la réunion de la délégation africaine (photo droite) en présence d'A. O. Konaré. Les participants se sont interrogés sur la façon dont la communauté muséale internationale pourrait être plus active en Afrique et sur le type d'actions que l'ICOM pourrait entreprendre afin d'encourager cette participation. Ils n'ont pas manqué d'observer que l'ICOM avait offert des bourses à des membres qui, n'ayant pas les moyens financiers nécessaires, n'auraient pu se rendre à la 22[e] Conférence générale à Shanghai. Sept délégués africains ont bénéficié de ces bourses, parmi lesquels la Présidente d'AFRICOM.

© YUZHANG

Immédiatement après la Conférence générale, le Directeur général de l'ICOM, Julien Anfruns, a assisté à la 5[e] session du *Comité intergouvernemental pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO* qui se tenait à Nairobi, au Kenya. Il a exprimé ses regrets face à l'absence d'inscriptions de la part de pays africains et, dans ce contexte, il a affirmé l'engagement de l'ICOM à mettre en valeur le patrimoine et les musées africains en 2011 et au-delà.

Un nouveau Président, un nouveau Conseil exécutif

©MFDELVAL

Le nouveau Conseil exécutif élu avec le Directeur général de l'ICOM

Hans-Martin Hinz a été élu Président de l'ICOM le 12 novembre 2010 ; il occupera cette fonction durant les trois années à venir. Les 14 membres supplémentaires du Conseil exécutif ont également été élus au cours de cette 22[e] Conférence générale de l'ICOM.

Les deux Vice-présidents élus sont George Okello Abungu (Kenya) et Tereza C. Moletta Scheiner (Brésil). Dominique Ferriot (France) a été nommée Trésorière.

Les membres ordinaires élus au Conseil exécutif sont Ossama Abdel Meguid (Égypte), Laishun An (Chine), Carlos Roberto Ferreira Brandão (Brésil), Luisa de Peña Díaz (République dominicaine), Marie-Françoise Delval (France), Claude Faubert (Canada), Goranka Horjan (Croatie), Merete Ipsen (Danemark), Daniele Lupo Jallà (Italie), Hanna Pennock (Pays-Bas), Regine Schulz (États-Unis).

Le Comité consultatif, formé des présidents des Comités nationaux, des Comités internationaux et des Organisations affiliées, a élu Knut Wik (Norvège) comme Président pour la deuxième fois et Kwame Sarpong (Ghana) comme Vice-président pour la période 2010 - 2013.

Cap sur Rio

L'Assemblée générale a eu l'honneur de recevoir l'ancien Président français Jacques Chirac, qui s'est exprimé sur la diversité culturelle et les efforts continus déployés par les institutions culturelles à travers le monde pour construire une société pacifique et plus tolérante.

Le drapeau de l'ICOM a été remis par le comité organisateur chinois à la délégation du Brésil (photo à droite), hôte de la prochaine Conférence générale. Les représentants brésiliens ont par avance souhaité la bienvenue aux participants et les ont tous chaleureusement invités à assister à la prochaine conférence qui se tiendra en 2013 à Rio de Janeiro !

© ICOM 2010

ICOMnews 64-1 FR feb22.indd 18-19 2/22/11 1:38 PM